



Conseil économique et social

Distr. générale
23 février 2016
Français
Original : anglais/français

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Reprise de la session 2016
23 mai-1^{er} juin et 10 juin 2016

**Rapports quadriennaux pour la période 2010-2013 présentés
par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de
la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par
les organisations non gouvernementales dotées du statut
consultatif auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général*

Additif

Sommaire

	<i>Page</i>
1. European Region of the International Lesbian and Gay Federation	3
2. European Space Policy Institute.....	4
3. Union européenne féminine	5
4. Centre Flora Tristan pour les femmes péruviennes.....	6
5. Fundación UNITRAN	8
6. Alliance mondiale pour la santé des femmes	9
7. Global Alliance on Accessible Technologies and Environments	10
8. Global Witness.....	12
9. Groupe pivot : droits et citoyenneté des femmes	13
10. Guild of Service.....	14
11. Hope for the Nations.....	15

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



	<i>Page</i>
12. Commission pakistanaise des droits de l'homme	16
13. International Council of Psychologists	17
14. IPAS	19
15. Mamta : Health Institute for Mother and Child	20

1. European Region of the International Lesbian and Gay Federation

Statut consultatif spécial : 2006

Introduction

L’European Region of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA-Europe) est une organisation faîtière d’organisations non gouvernementales internationales regroupant 422 organisations de 45 pays européens.

Objectifs et mission de l’organisation

La mission de l’organisation consiste à jouer le rôle de voix européenne pour la défense des droits des victimes de discrimination fondée sur l’orientation sexuelle, l’identité sexuelle ou l’expression du genre, à réaliser la pleine égalité des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexuels (LGBTI) et à aider les organisations LGBTI et leurs alliés à renforcer leur autonomie.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L’organisation a présenté des rapports parallèles au Conseil des droits de l’homme au titre de l’examen périodique universel. Les rapports suivants ont été présentés au cours de la période considérée :

- Document présenté conjointement par ILGA-Europe et l’Association Mozaika en vue de l’examen périodique universel de la Lettonie, onzième session, 2011;
- Document présenté conjointement par ILGA-Europe et la Ligue lituanienne des gays en vue de l’examen périodique universel de la Lituanie, douzième session, 2011;
- Document présenté conjointement par ILGA-Europe et SETA, Trasek et Sateenkaariperhee en vue de l’examen périodique universel de la Finlande, treizième session, 2012;
- Document présenté conjointement par ILGA-Europe et PROUD en vue de l’examen périodique universel de la République tchèque, quatorzième session, 2012;
- Document présenté conjointement par ILGA-Europe et l’ONG Juventas en vue de l’examen périodique universel du Monténégro, quinzième session, 2013;
- Document présenté conjointement par ILGA-Europe et Labris et Gayten-LGBT en vue de l’examen périodique universel de la Serbie, quinzième session, 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

ILGA-Europe a participé aux réunions suivantes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Genève (Suisse) :

- Treizième, dix-septième, dix-huitième et vingt-troisième sessions du HCR. Au cours de ces réunions, l'organisation a contribué aux travaux en soumettant diverses déclarations sur plusieurs rapports de l'examen périodique universel et la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne;
- Treizième session du Groupe de travail de l'examen périodique universel, mai-juin 2012;
- Neuvième session du Comité consultatif en août 2012. L'organisation a contribué aux travaux en présentant un exposé oral sur le projet d'étude sur les « valeurs traditionnelles ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'est signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

ILGA-Europe commémore chaque année la Journée mondiale du sida en diffusant une déclaration publique auprès des institutions publiques et des organisations de la société civile, en vue de favoriser la réalisation de l'OMD 6.

2. European Space Policy Institute

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

L'European Space Policy Institute est une association basée à Vienne (Autriche). L'acte de fondation a été signé en novembre 2003 par l'Agence spatiale européenne et l'Austrian Research Promotion Agency. Ses statuts ont été adoptés en septembre 2005.

Objectifs et mission de l'organisation

L'European Space Policy Institute fournit aux décideurs une opinion éclairée sur des enjeux à moyen et à long terme concernant les activités spatiales de l'Europe. Dans ce contexte, l'organisation agit en tant qu'instance indépendante chargée d'élaborer des orientations et des stratégies.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le 29 mars 2013, l'organisation a présenté un exposé sur les conséquences potentielles d'incidents dans l'espace lors d'un séminaire organisé par l'Institut des

Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) sur le rôle des normes de comportement dans les activités spatiales africaines, tenu à Addis-Abeba (Éthiopie). Le numéro 67 de la série ESPI Perspective, qui a été publié le 26 août 2013, examine la possibilité de dégager certains principes généraux de droit des travaux du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS) en matière de législation nationale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à toutes les sessions du COPUOS du Bureau des Nations Unies pour les affaires spatiales au cours de la période considérée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a organisé deux soirées annuelles sur le thème de l'espace en coopération étroite avec le Bureau des affaires spatiales.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité à signaler.

3. Union européenne féminine

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

L'Union européenne féminine est une organisation non gouvernementale européenne regroupant 17 sections nationales. L'organisation et le Groupe des femmes du parti populaire européen forment les associations de femmes européennes. Leur mission consiste à officialiser les contacts entre les femmes de l'organisation et les membres du Parlement européen et à assurer un soutien mutuel et l'échange d'informations sur des questions et des politiques communes.

Objectifs et mission de l'organisation

L'organisation vise à protéger la dignité et la liberté de la personne et à préserver le patrimoine culturel de l'Europe, ainsi qu'à assurer son progrès social et économique. L'organisation et ses commissions développent des idées permettant de travailler dans différents contextes politiques et cherchent à trouver des solutions aux problèmes politiques et sociaux.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation examine régulièrement les résultats des groupes de travail des Nations Unies et les diffuse au sein du réseau des femmes dans les 17 sections et commissions nationales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation assiste chaque année aux sessions de la Commission de la condition de la femme. Elle assiste également, à Genève (Suisse) et à Vienne (Autriche), aux réunions portant sur le développement, les échanges culturels, les lois et la protection des femmes et des enfants, les procédures de travail des organisations non gouvernementales et les débats sur la liberté et la démocratie dans le monde.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En raison des difficultés rencontrées dans le rétablissement de son statut consultatif, l'organisation a limité sa coopération et ne l'a intensifiée qu'après 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Commission de l'Union européenne féminine sur les migrants, les réfugiés et la démographie a publié un rapport sur l'intégration des jeunes migrants. La Commission sur la santé et le bien-être social a publié un rapport sur l'intégration des services sociaux et sanitaires touchant la santé maternelle, en vue de la réalisation de l'OMD 4. La Commission sur l'environnement, le gouvernement local et la planification régionale a publié un rapport sur la gestion de l'eau, en vue de favoriser la réalisation de l'OMD 7.

4. Centre Flora Tristan pour les femmes péruviennes

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

Le Centre Flora Tristan pour les femmes péruviennes est une organisation féministe qui œuvre depuis plus de 30 ans à la défense et à la promotion des droits fondamentaux des femmes.

Objectifs et mission de l'organisation

Flora Tristan aspire à une société démocratique renforcée, exempte de discrimination ou d'exclusion de quelque nature que ce soit, dans laquelle les femmes peuvent exercer pleinement leurs droits. Par conséquent, Flora Tristan s'emploie à lutter contre les causes structurelles qui restreignent la démocratie, l'exercice des droits et la citoyenneté des femmes dans le cadre de quatre programmes portant sur les droits fondamentaux des femmes, les droits sexuels, les droits en matière de procréation et de santé publique, la participation et la décentralisation politiques et le développement rural.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Tout au long de ses travaux, Flora Tristan a suivi attentivement la campagne lancée par le Secrétaire général des Nations Unies « Tous unis pour mettre fin la violence à l'égard des femmes », et l'a intégrée à plusieurs activités organisées à

l'occasion de la Journée de lutte contre la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre 2013. En 2012, Flora Tristan a coordonné un processus participatif sur le rapport parallèle des sixième et septième rapports combinés du Comité de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Flora Tristan assure le suivi de la mise en œuvre des recommandations du Comité de la Convention par l'État péruvien. L'organisation a apporté une contribution importante aux travaux du rapport parallèle de la société civile péruvienne sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en 2013, plaident notamment pour la ratification de la Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Flora Tristan a participé, entre autres, aux réunions suivantes :

- Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), Rio de Janeiro (Brésil), 20-22 juin 2012;
- Première réunion de la Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, 12-13 août 2013;
- XII^e Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Saint-Domingue, 15-18 octobre 2013;
- Cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, New York, 4-15 mars 2013.

La contribution de Flora Tristan à ces réunions a pris la forme de déclarations, de réflexions et d'activités de plaidoyer.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Flora Tristan a coopéré avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) sur divers sujets tels que les interventions auprès des municipalités pour les aider à créer des villes exemptes de violence, la promotion d'une riposte globale face au VIH, y compris la prévention de la violence à l'égard des femmes et l'organisation d'un dialogue sur la diversité avec des féministes dans les pays andins, XIII Feminist Encuentro. En outre, Flora Tristan a coopéré avec ONU-Femmes à la diffusion des travaux de recherche sur l'accès à la justice et l'impact des postes de police spécialisés, ainsi que la coordination de l'action de la société civile pour exiger une réponse globale à la violence contre les femmes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement, l'organisation contribue à promouvoir l'équité et l'autonomisation des femmes et à leur faire prendre conscience de leurs droits, en développant des activités de formation avec les populations urbaines et rurales et les peuples autochtones. Elle préconise également un changement de politique en faveur de l'égalité des sexes.

5. Fundación UNITRAN

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

La Fundación UNITRAN (UNITRAN) organise des activités portant sur l'éducation des usagers de la route en coopération avec des organisations nationales et internationales en vue d'assurer une mobilité sûre et durable en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Objectifs et mission de l'organisation

UNITRAN plaide pour une réduction des accidents de circulation par des mesures visant à appuyer et mettre en œuvre des programmes et des plans de sensibilisation et des travaux de recherche sur la prévention et la sécurité routière.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

UNITRAN contribue aux travaux des Nations Unies dans le cadre d'une multitude de manifestations de sensibilisation sur la sécurité routière dans différents pays. L'organisation a participé à plusieurs manifestations publiques où elle a pris la parole, notamment le premier forum parlementaire sur la sécurité routière, tenu en 2011 à Montevideo (Uruguay) et la Réunion ibéro-américaine sur la sécurité routière à Mexico (Mexique). En coopération avec les gouvernements, UNITRAN a créé des centres de promotion de la sécurité routière et a organisé des sessions de formation à l'intention des enfants et des adultes. En août 2013, UNITRAN a participé à l'organisation de la première Conférence sur les accidents de la route en Uruguay, fondée sur les cinq piliers de la Décennie d'action des Nations Unies pour la sécurité routière (2011-2020). Le document final a été présenté au Président de l'Uruguay.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'est précisée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

UNITRAN a organisé plusieurs conférences et formations en coopération avec l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS) et l'Unité nationale uruguayenne de la sécurité routière dans le cadre de la Décennie des Nations Unies sur la sécurité routière. L'une d'elles, qui s'est tenue en octobre 2010 à Montevideo, s'est déroulée sur sept jours et portait sur le comportement préventif et la simulation d'accidents de la circulation. UNITRAN a également servi d'observateur de la coopération technique de l'Organisation panaméricaine de la santé entre les villes de Montevideo (Uruguay), Buenos Aires (Argentine) et Belo Horizonte (Brésil). L'organisation a également signé des accords de partenariat avec l'OPS/OMS concernant un programme visant à promouvoir la sécurité routière ainsi qu'avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité à signaler.

6. Alliance mondiale pour la santé des femmes

Statut consultatif spécial, 1998

Introduction

Depuis sa fondation en 1994, l'Alliance mondiale pour la santé des femmes est résolument attachée à promouvoir, à tous les stades de l'élaboration des politiques, la santé des femmes à tous les âges de la vie, par l'organisation d'activités de promotion, d'éducation et de sensibilisation en matière de santé et la mise en œuvre de programmes.

Objectifs et mission de l'organisation

En collaboration avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales, le secteur privé, des institutions universitaires et des citoyens de toutes les régions du monde, l'Alliance s'emploie à favoriser et à concrétiser l'amélioration des services de santé et la recherche aux plans local, national et international. Une des pierres angulaires de l'Alliance consiste à créer des partenariats public-privé favorisant une meilleure compréhension de tous les aspects de la santé des femmes tout au long du cycle de vie, ainsi qu'à articuler ces incidences sur les politiques publiques et le développement aux niveaux national et international.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Après avoir instauré deux groupes de travail en 2009, l'Alliance a continué, en 2010 et 2011, de jouer le rôle de bureau du Conseil sur la santé fondée sur le sexe et des Amis de la résolution des Nations Unies sur le diabète. Cinq réunions ont été organisées sur une période de 18 mois, qui ont eu comme impact de faciliter et d'accélérer la décision de tenir à New York, les 19 et 20 septembre 2011, la Réunion de haut niveau sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de l'Alliance ont assisté aux réunions suivantes à New York :

- Discussions préparatoires en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), 14-16 février 2012;
- Lancement du projet Quality Rights de l'Organisation mondiale de la santé, 28 juin 2012;
- Troisième session du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, 21-24 août 2012, Réunion de haut niveau de la soixante-

huitième session de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement, 23 septembre 2013;

- Sixième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, 7-8 octobre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En coopération avec des entités du système des Nations Unies et dans le cadre de partenariats public-privé, l'Alliance a parrainé et organisé les colloques suivants :

- « Women and Multi Drug Resistant Tuberculosis (MDR-TB) », à l'occasion de la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, 1^{er} mars 2011;
- « Anemia and Women's Health : a critical but under attended public health issue », à l'occasion de la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur les maladies non transmissibles, 20 septembre 2011;
- « Women, Girls and Smoking : the need for gender specific tobacco control during the High-level Meeting on NCDs », 19 septembre 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a organisé de nombreuses activités en vue de favoriser la réalisation de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement. En 2013, l'Alliance a notamment donné le coup d'envoi aux préparatifs d'une manifestation sur l'anémie et les hémorragies post-partum, qui s'est tenue parallèlement à la session de la Commission de la condition de la femme en 2014.

7. Global Alliance on Accessible Technologies and Environments

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

Global Alliance on Accessible Technologies and Environments est la principale organisation internationale consacrée à la promotion de l'accessibilité de l'environnement bâti et virtuel. Elle a été constituée en tant qu'organisation non gouvernementale au Canada en 2007. Elle est présente dans six régions du monde : Asie-Pacifique, États arabes, Amérique du Nord, Amérique du Sud, Europe et Afrique.

Objectifs et mission de l'organisation

L'Alliance appuie des activités visant à améliorer l'accessibilité au milliard de personnes handicapées dans le monde à l'environnement bâti, aux transports et aux installations connexes, ainsi qu'aux technologies de l'information et de la communication (TIC), et à intégrer la question du handicap dans les politiques et les instructions permanentes concernant les systèmes d'alerte et de réaction rapide et le dispositif de réduction des risques de catastrophe.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L’Alliance a coordonné une consultation sur la Réunion de haut niveau sur le handicap et le développement, organisée en 2012 par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Riyad (Arabie saoudite). L’Alliance et le Département ont aussi organisé conjointement, également à Riyad, une réunion consultative sur les rapports des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. L’organisation collabore avec le Centre asiatique de planification préalable aux catastrophes à l’élaboration d’un guide intitulé « A Planning Guide for Early Warning Systems and Emergency Management Agencies, Government Departments and NGO’s on DiDRR », ainsi qu’avec l’Asian Broadcasting Union, sur des directives d’intégration de la réduction des risques de catastrophe.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L’Alliance a organisé des manifestations parallèles lors des conférences des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées en 2011 et 2013. Elle a également participé à une table ronde sur l’accessibilité dans le cadre du programme de développement durable lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), qui s’est tenue en juin 2012. Elle est intervenue, en 2013, lors d’un débat sur l’accessibilité et l’utilisation des TIC dans la réduction des risques de catastrophe prenant en compte la question du handicap de la Commission économique et sociale pour l’Asie et le Pacifique (CESAP).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L’Alliance collabore étroitement avec un certain nombre d’organisations internationales, y compris l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO), le Département des affaires économiques et sociales, le Secrétariat de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF) et la CESAP. Entre autres activités, l’Alliance a élaboré des projets à l’intention de l’UNESCO et du Département des affaires économiques et sociales sur le thème de l’accessibilité des personnes handicapées, dont un a servi de document de base lors d’une réunion d’experts de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui s’est tenue à la Banque mondiale. L’Alliance a réalisé deux projets sur la réduction des risques de catastrophe prenant en compte la question du handicap, financés par le Fonds d’affectation spéciale de la CESAP pour la préparation aux tsunamis, aux catastrophes et aux changements climatiques.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En plus d’élaborer des directives techniques et de rédiger la documentation connexe, l’Alliance a mis en branle des activités de renforcement des capacités des parties prenantes en vue de favoriser la réalisation inclusive des objectifs.

8. Global Witness

Statut consultatif général, 2010

Introduction

Global Witness mène des enquêtes et des campagnes visant à prévenir les conflits liés aux ressources naturelles et à la corruption, ainsi que les violations connexes en matière d'environnement et de droits de l'homme.

Objectifs et mission de l'organisation

Les 10 équipes de campagne de Global Witness entreprennent des enquêtes, rédigent des rapports et mènent des campagnes de sensibilisation en vue de renforcer la transparence, d'améliorer les pratiques et de tenir les gouvernements et les entreprises responsables de leurs activités afin de créer un environnement propice au développement et à l'engagement de la société civile. Global Witness s'emploie à mettre fin à la corruption et à renforcer la transparence dans les secteurs pétrolier, gazier et minier, à lutter contre le commerce des diamants de la guerre, à réformer la gouvernance des ressources naturelles en République démocratique du Congo et à mettre fin à l'exploitation forestière et au commerce illicites et non durables.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Global Witness soutient les travaux du Conseil économique et social des Nations Unies en contribuant à ses recherches, ses analyses et ses recommandations concernant les questions relatives aux dimensions économiques et sociales de la gestion des ressources naturelles. L'organisation a conseillé à maintes reprises les membres du Conseil de sécurité, le personnel de soutien des sanctions et les groupes d'experts des Nations Unies sur les questions touchant l'imposition, la mise en œuvre et le suivi des sanctions, notamment dans le cas du Libéria.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Global Witness a rencontré des représentants du Conseil de sécurité en 2011 et 2012 pour discuter de l'application des résolutions des Nations Unies au Congo.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Global Witness a notamment participé aux travaux du Groupe de travail international sur la responsabilité et la transparence des Nations Unies en Afghanistan. L'organisation a contribué à l'élaboration de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité (S/RES/1952 et S/RES/2127) et a participé à la formulation de plusieurs directives et principes des Nations Unies en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle s'est aussi longuement entretenue avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) sur la corruption et les industries extractives.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La récente Conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement a reconnu l'importance des travaux de Global Witness dans différents domaines, notamment la nécessité de lutter contre la corruption, de développer une bonne gouvernance dans le secteur des industries extractives et de réduire les flux financiers illicites.

9. Groupe pivot : droits et citoyenneté des femmes

Statut consultatif spécial : 2006

Introduction

Le Groupe pivot - Droits et citoyenneté des femmes est une coalition formée de huit associations et organisations non gouvernementales (membres intervenants), de trois ministères et de la Coordination des associations et ONG féminines du Mali (membres conseillers) regroupés autour du projet sur les droits et la citoyenneté des femmes en Afrique francophone.

Objectifs et mission de l'organisation

Le but du Groupe est de contribuer à accroître le respect des droits des femmes et leur participation au pouvoir et d'appuyer les femmes dans la maîtrise de leurs droits et le plein exercice de leur citoyenneté. Pour atteindre ce but, le Groupe établit et renforce les réseaux autour des objectifs et des actions de promotion, de protection et de défense des droits et de la citoyenneté des femmes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Groupe a travaillé sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité (S/RES/1325) pour résoudre la crise sociale et sécuritaire de 2012 au Mali. Il a collaboré avec le National Democratic Institute afin d'obtenir une subvention dans le cadre de la gestion de la transition. Ce projet s'intitulait « Appui à la participation des femmes dans le processus politique de la transition du Mali ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux rencontres annuelles de la Commission de la condition de la femme à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Groupe a pu mener des actions très conséquentes auprès des femmes à travers des conférences publiques sur la paix au Mali en collaboration avec le Réseau sur la paix et la sécurité des femmes dans la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et avec l'appui de l'Entité

des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Groupe a mené les projets suivants en vue de la réalisation de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement :

- Sensibilisation et information à propos de l'accès à la justice, du respect et de la protection des droits fondamentaux des femmes dans les lieux de privation de liberté dans la région de Ségou, Mali;
- Assistance juridique et psychologique et prise en charge des victimes de la violence sexiste;
- Sensibilisation et mobilisation pour l'adoption de la politique nationale « genre » du Mali auprès de 10 groupements parapublics et associations professionnelles de février à juin 2010 et d'août 2010 à novembre 2011.

10. Guild of Service

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

La Guild of service, créée il y a 40 ans, a pour mission d'aider les femmes et les enfants marginalisés à devenir autonomes.

Objectifs et mission de l'organisation

L'objectif de l'organisation est d'autonomiser les femmes, les veuves, les personnes âgées et les enfants et d'instaurer la justice sociale et l'égalité en mobilisant l'opinion publique, en s'attaquant aux problèmes sociaux et en collaborant avec les principales parties prenantes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux travaux des Nations Unies dans le cadre de plusieurs projets communautaires visant à améliorer l'hygiène, la paix et la justice sociale dans le nord de l'Inde. De plus, elle contribue largement au rapport sur la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation assiste à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme et à toutes les réunions d'examen du Programme d'action de Beijing. Elle a également participé à la Réunion intergouvernementale Asie-Pacifique sur le deuxième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, qui s'est tenue à Bangkok du 10 au 12 septembre 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation travaille en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et les Centres d'information des Nations Unies. L'organisation est membre de l'Alliance nationale des organisations de femmes, fer de lance de tous les examens de la mise en œuvre des résolutions des Nations Unies en Inde. Elle a rédigé une résolution sur les veuves, qui a été présentée à la Secrétaire générale adjointe d'ONU-Femmes, M^{me} Michelle Bachelet, et qui bénéficie de l'appui de plus de 80 organisations à travers le monde. Le 9 décembre 2011, l'organisation a présenté un rapport final accompagné du projet intitulé : « Enhancing Social Security for Excluded Single Women (Widows) in India », auquel s'est associé le bureau d'ONU-Femmes en Inde. Avec le soutien d'ONU-Femmes, l'organisation a organisé des ateliers dans le but d'améliorer la condition des veuves à Lucknow et à New Delhi (Inde), ainsi que la Consultation nationale sur les veuves, qui s'est tenue à New Delhi le 3 avril 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation milite en faveur des droits des femmes marginalisées, en vue de la réalisation de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement. Les projets comprennent la création de maisons d'hébergement qui accueillent les femmes démunies et les femmes et les enfants touchés par le conflit au Cachemire, à Rahat Ghar et à Srinagar (Inde), en plus d'offrir une formation aux femmes. L'organisation offre un enseignement non scolaire aux enfants des régions indiennes du Cachemire et de Najafgarh et aux enfants marginalisés de Vrindavan, en vue de favoriser la réalisation de l'OMD 2.

11. Hope for the Nations

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

Hope for the Nations (HOPE) est une organisation non gouvernementale basée en Colombie-Britannique, Canada, dont la mission est d'aider les enfants à risque dans le monde entier. Elle œuvre dans plus de 27 pays grâce à des partenariats avec des organisations nationales.

Objectifs et mission de l'organisation

HOPE donne aux enfants à risque les moyens de devenir des enfants de changement en partenariat avec des organisations locales qui œuvrent au sein de contextes culturels très divers. L'organisation répond aux besoins fondamentaux des enfants que sont l'amour, les soins, l'éducation, un milieu sain et l'autonomie.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

HOPE est l'organisation non gouvernementale coordonnatrice du Réseau régional informel des ONG canadiennes (IRENE) dotée d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social et membre de l'Association ONU-ONG-IRENE. Chaque année, HOPE est l'un des principaux contributeurs de l'événement « Global Citizen Kelowna », une semaine de diverses manifestations axées sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'est précisée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore avec les organismes des Nations Unies à travers le réseau ONU-ONG-IRENE.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2010, dans une région éloignée de l'Himalaya, HOPE a lancé un nouveau projet axé sur les questions d'égalité des sexes reflétant directement le thème du segment de haut niveau de 2010 concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en vue de la réalisation de l'OMD 3.

12. Commission pakistanaise des droits de l'homme

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

La Commission pakistanaise des droits de l'homme a été créée en 1987 et joue un rôle de premier plan dans la défense des droits de l'homme de tous et le développement démocratique au Pakistan.

Objectifs et mission de l'organisation

La Commission vise à amener le Gouvernement pakistanais à ratifier et mettre en œuvre la Déclaration universelle des droits de l'homme et autres chartes, les pactes, protocoles, résolutions, recommandations et normes adoptés internationalement. Elle s'attache à surveiller les violations des droits de l'homme et à demander réparation par le biais de campagnes publiques, de groupes de pression et d'interventions devant les tribunaux, par l'organisation de séminaires et d'ateliers et par la réalisation de missions d'établissement des faits. La Commission agit de concert avec des groupes nationaux et internationaux, des organisations et des personnes, engagés dans la promotion des droits de l'homme en vue de prendre des mesures appropriées pour prévenir les violations des droits de l'homme et fournir une aide et une expertise juridiques aux victimes de ces violations et aux personnes et groupes qui cherchent à défendre les droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Commission a contribué aux travaux des Nations Unies en faisant la promotion des droits de l'homme dans le cadre d'ateliers, de missions d'établissement des faits, ainsi que de réunions et de manifestations publiques. Elle s'est chargée de la traduction du texte d'importants traités et conventions des Nations Unies dans les langues locales, y compris la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'esclavage, et les a diffusés dans tout le pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Commission a assisté à une réunion avec le Rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression, tenue à Jakarta (Indonésie) les 14 et 15 juillet 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Commission a coopéré avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires en Indonésie en 2011 et au Pakistan en 2012 et a déposé des plaintes individuelles de disparitions forcées et involontaires. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Commission a mis en œuvre un projet visant à documenter les violations des droits de l'enfant au Pakistan et a téléchargé les données dans un portail Web en 2011-2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Commission a tenu deux consultations sur les objectifs présents et futurs du Pakistan en matière de développement, afin d'examiner les progrès réalisés par le Pakistan dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et l'élaboration d'une vision pour les objectifs de développement durable pour l'après-2015.

13. International Council of Psychologists

Statut consultatif général : 1998

Introduction

L'International Council of Psychologists a pour mission de promouvoir la paix, les droits de l'homme et la collaboration entre les professionnels de la santé mentale et les spécialistes des sciences sociales à l'échelle mondiale.

Objectifs et mission de l'organisation

La mission de l'organisation consiste à faire avancer la science et la pratique de la psychologie et à encourager l'utilisation des connaissances psychologiques pour promouvoir la santé et la justice sociale, à contribuer à la paix mondiale et au

respect des droits de l'homme pour tous les peuples en aidant à autonomiser les divers groupes ethniques et culturels sous-représentés, à promouvoir et à intégrer les services de santé et de santé mentale à l'échelle mondiale et à favoriser le développement professionnel international, la mise en réseau, la communication, le mentorat et l'amitié entre les psychologues, les sociologues et les professionnels paramédicaux en santé mentale.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation apporte un appui financier aux projets et comités des Nations Unies. Au cours de la période considérée, elle a participé au financement et à la planification de la Journée annuelle de psychologie qui se tient chaque année au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. De plus, elle publie des articles trimestriels sur les activités des Nations Unies dans son bulletin « International Psychologist », qui est distribué à plus de 600 professionnels dans le monde entier. L'organisation participe également à un symposium sur les activités des comités des Nations Unies à la convention annuelle du Conseil international des psychologues.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a présidé et coprésidé les comités exécutifs d'ONG sur le vieillissement, la santé mentale et la famille. Elle a également participé aux réunions suivantes :

- Commission de la condition de la femme, New York;
- Comité de la famille, Vienne (Autriche);
- Conférence du désarmement organisée par le Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies;
- Comité pour l'élimination de la discrimination raciale du Haut-Commissariat aux droits de l'homme;
- Assemblée mondiale de la santé de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation s'est engagée dans un programme de sensibilisation de deux ans en liaison avec les dix-huitième et dix-neuvième sessions de la Commission du développement durable au nom des personnes âgées et des comités exécutifs d'ONG sur le vieillissement. Au cours de cette campagne, l'organisation a produit un document d'orientation sur les personnes âgées et le transport, parrainé par 13 organisations non gouvernementales. Dans le projet de document final de la dix-neuvième session de la Commission du développement durable, les personnes âgées ont été reconnues comme groupe au statut particulier dans la société civile.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation continue de promouvoir l'éducation et la communication comme moyen de soutenir l'objectif 2 du Millénaire pour le développement. Elle accueille une conférence internationale annuelle qui offre un lieu de discussion aux jeunes et aux scientifiques expérimentés concernant les défis rencontrés dans leurs régions respectives.

14. IPAS

Statut consultatif spécial, 1998

Introduction

Fondée en 1973, l'IPAS est une organisation non gouvernementale active à l'échelle mondiale dont la mission consiste à aider les femmes à mieux exercer leurs droits liés à la sexualité et à la procréation et à réduire le nombre de décès et d'accidents liés à l'avortement.

Objectifs et mission de l'organisation

L'IPAS estime que toute femme a droit au meilleur état de santé possible, à des choix sûrs en matière de procréation et à des soins de santé de qualité.

Changements à signaler

L'IPAS a ouvert des bureaux au Bangladesh et en Sierra Leone en 2011.

Contribution à des activités des Nations Unies

Par ses activités de plaidoyer et de recherche, l'IPAS contribue régulièrement aux activités des Nations Unies concernant la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation. Elle participe aux activités des organismes, des procédures spéciales et des commissions des Nations Unies qui traitent de ces questions. Parmi ses contributions, l'IPAS a présenté des observations, lors du segment de haut niveau de 2010, sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes par l'amélioration de la santé maternelle, ainsi qu'une déclaration lors de l'examen ministériel annuel du segment de haut niveau de 2011 du Conseil économique et social et un rapport sur l'accès des femmes à des avortements sans risque, afin d'étayer le rapport de 2012 sur les succès dans la réalisation de la Stratégie mondiale des Nations Unies pour la santé des femmes et des enfants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'IPAS a participé activement à toutes les sessions de la Commission sur la population et le développement à New York, au cours desquelles elle a présenté des déclarations orales et écrites. L'organisation a présenté un exposé sur les défis mondiaux de la santé en matière de procréation lors de la quarante-quatrième session de la Commission en avril 2012. Elle a également assisté aux cinquante-quatrième, cinquante-cinquième et cinquante-septième sessions de la Commission sur la condition de la femme à New York en 2010, 2011 et 2013 et a présenté des déclarations orales et écrites.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IPAS a contribué aux processus d'examen de pays des Nations Unies en adressant de nombreuses lettres et en présentant des déclarations orales à divers organes de suivi des traités et au processus d'examen périodique universel. Entre autres choses, l'IPAS a présenté des communications et des directives à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 2013 et au Conseil des droits de l'homme en 2012. En 2011, l'IPAS a proposé des pratiques efficaces pour éliminer la mortalité et la morbidité maternelles évitables en réponse à la note verbale du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les avortements à risque étant l'une des principales causes de la mortalité maternelle (13 % au niveau mondial), les travaux de l'IPAS sur l'élargissement de l'accès à l'avortement légal et sûr contribuent directement à faciliter la réalisation de la cible 6 de l'OMD 5.

15. MAMTA - Health Institute for Mother and Child

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

MAMTA - Health Institute for Mother and Child (MAMTA) œuvre depuis 1990 dans les bidonvilles de Tigri, au sud de Delhi (Inde), à la promotion de la santé maternelle et infantile. L'organisation joue un rôle de premier plan en Inde et exécute des programmes en collaboration avec plus de 350 organisations partenaires dans 19 États de l'Inde, ainsi qu'au Bangladesh et au Népal.

Objectifs et mission de l'organisation

MAMTA a pour mission d'autonomiser les personnes et les collectivités défavorisées et marginalisées par des processus participatifs tenant compte des disparités entre les sexes en vue de réaliser un état de santé et un développement optimaux et durables en mettant en œuvre des projets qui s'appuient sur une programmation fondée sur des faits concrets, le renforcement des capacités, la sensibilisation et la mise en réseau.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les travaux de MAMTA aux niveaux national et régional sur le renforcement des capacités de la société civile et des gouvernements, notamment le programme national de formation des professionnels de la santé et ses activités de plaidoyer pour l'inclusion des composantes de la santé sexuelle et procréative des adolescents dans la Mission nationale de santé rurale, contribuent significativement à la

promotion de la santé et du développement durable et correspondent à plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

MAMTA a participé aux réunions annuelles de 2013 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à Genève (Suisse), en tant que membre du Groupe régional sur les soins avant la conception du Bureau régional de l'Asie du Sud-Est du Département du groupe de référence de la société civile sur le VIH et le VIH/sida.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2013, MAMTA est engagée activement dans l'élaboration d'un cadre régional pour mettre fin aux mariages d'enfants de l'Association sud-asiatique de coopération régionale avec l'appui d'un certain nombre d'organismes des Nations Unies en Asie du Sud.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

MAMTA a mis en œuvre 36 programmes sur l'amélioration de la santé sexuelle et procréative des jeunes en Inde, au Népal et au Bangladesh, l'amélioration des services de santé maternelle et infantile et les possibilités d'amélioration des moyens de subsistance des femmes. En outre, MAMTA a entrepris d'importantes initiatives de renforcement des capacités en vue de la réalisation des OMD 5 et 6 en Asie du Sud et du Sud-Est en menant des programmes nationaux et internationaux de formation sur l'intégration de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation avec le soutien de l'OMS, les gouvernements nationaux et les organismes des Nations Unies.